

« Mir hunn et jo » - Une politique d'abondance

Le CSJ juge opportuniste, irresponsable et irrespectueuse de la génération à venir la réforme fiscale adoptée par le gouvernement Bettel la semaine dernière. Celle-ci risque d'engendrer près d'un milliard d'euros de déficit budgétaire en 2017 et pourrait également peser lourdement sur les budgets suivants.

Pour justifier cette réforme auprès de la Commission européenne et de l'opinion publique, le gouvernement a vicieusement altéré la définition d'« un budget consolidé ». En effet, il a abaissé l'objectif budgétaire de +0,5 % à -0,5% à moyen terme; ce qui a pour conséquence, selon le Conseil national des finances publiques, d'endosser implicitement un plafonnement de la dette à 60 % au lieu des 30 % prévus par le programme gouvernemental. Ce faisant, le gouvernement souscrit de fait à l'hypothèse de croissance démographique discutable visant à atteindre une population de 1,1 millions d'habitants vers 2060.

L'heure n'est donc résolument plus à l'assainissement budgétaire, pourtant si cher au même gouvernement trois ans auparavant.

Le CSJ s'interroge sur l'opportunité de telles mesures et s'inquiète de l'impact que celles-ci sont susceptibles d'avoir sur la santé financière du pays à long terme.

Le Premier ministre tente de rassurer en soulignant que le Luxembourg « peut se permettre » des dépenses supplémentaires sans que cela n'ait un impact important sur les finances publiques du pays.

Mais le Luxembourg peut-il vraiment « se le permettre » ? Force est de constater que la forte croissance économique que nous connaissons actuellement permet au gouvernement de se placer dans une situation confortable par rapport à ses homologues européens. Mais celle-ci n'est pour autant pas garantie à moyen terme. En effet, les marchés financiers ne sont pas à l'abri de nouvelles turbulences, d'autant plus que l'instabilité politique et économique que traverse actuellement l'Europe doit inciter à la prudence.

Sous le dernier gouvernement, le déficit budgétaire avait également augmenté mais pour des raisons bien différentes : en 2008, le Luxembourg avait adopté une politique keynésienne exigeant qu'en temps de crise les investissements publics soient augmentés, même si les recettes fiscales sont restreintes.

Aujourd'hui, le gouvernement croit mieux faire en adoptant une politique pro-cyclique. Au lieu de tirer le meilleur avantage de la croissance économique actuelle pour consolider les finances publiques, il risque de devoir contracter davantage de dettes dans un futur proche

avec le seul objectif de financer une réforme fiscale coûteuse. **Il s'agit là d'une politique budgétaire pensée exclusivement sur le court terme qui révèle à nos yeux un manque consternant de discipline budgétaire.** Le gouvernement préfère faire la sourde oreille, y compris devant les recommandations de la Banque centrale de Luxembourg, du Fonds Monétaire International ou encore de la Chambre des métiers, qui suggèrent une approche plus prudente.

Ceci est aggravé par la mise en œuvre partielle du « Zukunftspak » et par le récent accord salarial avec la fonction publique qui témoignent, avec la réforme fiscale, d'une politique d'abondance au détriment des années à venir.

On peut donc non seulement douter du bon sens de ce gouvernement mais aussi constater un certain opportunisme face aux prochaines échéances électorales.